

REPONSES DE JACQUES CHEMINADE au questionnaire de Human Rights Watch

Question I.1

Oui

Question I.2

Oui

Question I.3

Les considérer comme des Européens comme les autres, sans discrimination, auxquels s'applique la même loi que pour chacun d'entre nous.

Question II.4

- Non, car je sais que la Syrie est malheureusement un pays martyr dans lequel les interventions des uns et des autres ne font qu'aggraver la situation.

Si la Russie et la Chine peuvent et doivent être des facteurs d'apaisement, les provocations et les livraisons d'armes du Qatar et de l'Arabie saoudite doivent cesser, ainsi que les manœuvres des pays occidentaux qui déstabilisent la région. La non-violence organisée y est la voix de la raison.

- Oui, mais avec le plus d'efficacité possible pour les aider, sans provocation qui pourrait nuire à leurs propres intérêts.

Question II.5

Il n'est d'autre solution aujourd'hui que le retrait, aussi rapidement que possible, des forces françaises d'Afghanistan. A tort ou à raison, elles sont considérées par la majorité des Afghans comme des forces d'occupation, et une armée occupante n'a jamais pu remporter la paix, comme la guerre d'Algérie en a été pour nous un exemple. Alors que faire ? Aider et encourager tout mouvement de respect du droit des femmes, mais non comme un mandat venu de l'extérieur.

Question II.6

Oui, mais en offrant en même temps à leur pays les moyens réels d'un développement économique et d'une entente entre groupes ou ethnies d'origine différente.

Question II.7

Dans ce cas précis, je crois davantage à un effort diplomatique qu'à des pressions publiques vouées à l'échec.

Question II.8

Ici aussi, je crois davantage à un effort diplomatique qu'à une intervention publique qui serait contreproductive.

Question II.9

L'administration Obama conduit une politique opposée aux droits de l'homme et viole la Constitution de son propre pays. Les candidats républicains à la présidence seraient sans doute encore pires. Je suis donc favorable à une politique de fermeté vis-à-vis des Etats-Unis.

Question II.10

Oui, en ce qui concerne la peine de mort et la pénalisation de l'homosexualité, mais je pense surtout que l'aide accordée par divers services de renseignement occidentaux à des régimes à dominance wahabite ou salafiste, comme l'Arabie saoudite, doit immédiatement s'arrêter, car elle crée l'environnement favorable à toute mesure contraire aux droits des êtres humains. Je suis surpris qu'il ne soit pas fait mention des viols des droits de l'homme en Libye, où l'intervention militaire de la France, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, ayant dépassé le cadre de la résolution de l'ONU, a créé un précédent dangereux.